

Soline LAPLANCHE-SERVIGNE

Centre d'Etudes Européennes, Institut d'Etudes Politiques de Paris

De l'expérience du racisme à sa politisation.

Mobilisations et représentation des « victimes » en France et en Allemagne aujourd'hui

Thèse réalisée en cotutelle sous la direction de Nonna Mayer (directrice de recherche au CNRS, Sciences-Po-CEE) et Ulrich Bielefeld (Prof. Dr., Technische Universität Darmstadt, Allemagne), soutenue le 30 mars 2011 à Sciences Po Paris.

Mention très honorable avec les félicitations du jury.

Jury :

Ulrich BIELEFELD, Prof. Dr., Technische Universität Darmstadt/Université Technique Darmstadt, Hamburger Institut für Sozialforschung/Institut de Hambourg pour la Recherche en Sciences sociales

Éric FASSIN, Professeur agrégé, HDR, École normale supérieure, Paris

Beate KRAIS, Prof. Dr., Technische Universität Darmstadt/Université Technique Darmstadt

Marie-Claire LAVABRE, Directrice de recherche au CNRS, Institut des Sciences du Politique, Nanterre

Lilian MATHIEU, Chargé de recherche au CNRS, HDR, GRS Lyon (rapporteur)

Nonna MAYER, Directrice de recherche au CNRS, Sciences-Po-CEE

Dieter RUCHT, Hon.-Prof. Dr., Freie Universität Berlin/Université Libre Berlin, WZB Berlin (rapporteur)

Résumé de la thèse

Mots clés : action collective, sociologie des relations interraciales, sociologie de la catégorisation, antiracisme, comparaison franco-allemande, lutte de reconnaissance, racisés, racisme, représentation politique, victimes.

Fondée sur une enquête de terrain comparative en France et en Allemagne, cette thèse a pour objectif de comprendre pourquoi et comment se constituent des mobilisations de « victimes de racisme » dans des sociétés pourtant dites « antiracistes » - définies ici comme des sociétés ayant mis en œuvre des politiques de lutte contre le racisme et la discrimination raciale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La thèse analyse le processus de politisation visible dans l'action protestataire de « racisés ». Il s'agit d'acteurs se regroupant en vertu du partage d'un phénotype ou d'origines immigrées et de l'expérience commune du racisme. La figure de victime est appréhendée de manière constructiviste : il ne s'agit pas de définir qui sont les victimes de racisme, dans chacun des deux pays, mais d'analyser la production d'un statut de « victime de racisme » par les acteurs mobilisés et leurs différentes manières de devenir des victimes politiquement pertinentes afin de faire valoir leurs demandes.

Cette thèse comparative franco-allemande apporte une double contribution : à la sociologie de l'action collective et au corpus de travaux sur le racisme et les relations interraciales. Concernant le *pourquoi* de l'action collective, l'usage des théories des luttes de reconnaissance a permis de dépasser l'alternative classique, pour expliquer l'émergence de mobilisations collectives, entre théorie de la mobilisation des ressources et théorie de la frustration relative. Ainsi, en France c'est à la fois la politisation d'acteurs issus de l'immigration à fort capital culturel, intellectuel et parfois économique, qui explique l'émergence de mobilisations de « victimes racisées », mais aussi certaines opportunités politiques, telles que la mise en œuvre de politiques mémorielles ou de discours et mesures de promotion des « minorités visibles » depuis les années 2000. En Allemagne, la mise en place dans les années 1990 de certaines politiques « multiculturelles » explique pour partie l'émergence de mobilisations de descendants de l'immigration et de Noirs d'Allemagne, mais c'est aussi un changement générationnel et l'arrivée à l'âge adulte d'Allemands noirs et de descendants de l'immigration à fort capital intellectuel qui favorise l'émergence de telles mobilisations.

Finalement, et c'est alors la question du *comment* de l'action collective qui est appréhendée, la thèse met au jour un modèle d'action collective de « victime(s) actante(s) ». Cette thèse s'inscrit en faux vis-à-vis des travaux et discours sur la « victimisation de la société » dénonçant l'enfermement coupable de certains acteurs dans une identité de victime. Au contraire, la thèse examine des processus de production d'un statut de victime et non d'une posture de victime. Les entretiens avec les militants révèlent que le sens qu'ils donnent à un engagement « en tant que victimes » relève moins d'une revendication identitaire victimaire que d'un réinvestissement de leur place dans la communauté nationale et d'une affirmation de leur valeur et de leur légitimité en son sein comme citoyens à part entière. De plus, la mobilisation du statut de victimes de racisme n'est pas exclusif de l'endossement d'autres appartenances et les agencements sont divers dans la manière de mettre en avant une appartenance « raciale », de classe ou idéologique.

L'analyse de processus de politisation de l'expérience du racisme a en outre permis de se détacher des travaux avançant l'idée du développement d'un « nouveau racisme » européen et proclamant une « crise de l'antiracisme » - l'« antiracisme », entité floue, étant alors décrit comme inapte à combattre le racisme sous sa nouvelle forme. Cette thèse souligne plutôt l'intérêt qu'il y a à analyser les revendications des victimes à la fois en termes de lutte « contre » (le racisme et la discrimination) et de lutte « pour » (une meilleure représentation politique et sociale). Les théories de la reconnaissance permettent en effet de penser ces mobilisations comme des demandes d'égalité mais aussi de visibilité sociale et politique. La demande fondamentale de ces acteurs mobilisés en tant que « racisés » est la reconnaissance de leur appartenance pleine et entière au corps national et le droit à une représentation politique et sociale en son sein - dans les institutions politiques mais aussi dans le récit historiographique de la nation.

Dissertation summary

This dissertation is based on comparative fieldwork in France and Germany. Its objective is to understand why and how mobilization of « victims of racism » comes to the fore in « antiracist » societies, defined here as societies which have implemented policies to fight racism and racial discrimination since the end of the Second World War. The thesis analyses the process of politicization visible in the contentious actions of « racialized people ». These are actors who unite by virtue of shared phenotype or immigrant origins and based on a shared experienced of racism. The figure of the « victim » is conceived of by using a constructivist approach, that is, the production of a status of « victim of racism » by the actors

and the different ways by which they strive to become politically relevant victims in order to assert their claims. Their constitution of « racialized » collective identities, their actions in the social movements space – and in some cases in the partisan political field – and their repertoires of collective actions reveal that this « victims » mobilization are both a struggle « against » and a struggle « for ». Specifically, the theories of recognition enable us to analyse claims not only as equality claims but also as claims for social and political visibility. The fundamental demand of these actors who are mobilizing as « racialized » is that they be considered legitimate members of the national body and that they attain rights of political and social representation. This includes access not only to key political institutions but also entry into the historiographic narrative of the nation.